

Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Date de la contribution : 01/03/2023

Introduction

L'association Équilibre des Énergies, qui rassemble un ensemble d'acteurs liés à la mobilité électrique – constructeurs, gestionnaires des réseaux de transport et de distribution, énergéticiens, industriels, exploitant de bornes de recharge, etc., a activement soutenu l'intégration de l'article 111 dans la loi climat-résilience.

Alors que le droit à la prise est aujourd'hui contesté par les tribunaux, il est essentiel de faciliter et d'accélérer le déploiement des bornes de recharge dans les copropriétés qui sont encore cruellement sous-équipées. Aujourd'hui, seulement 6 000 copropriétés sur 182 000 disposent d'au moins une borne de recharge. À ce titre, les gestionnaires de réseau de distribution (GRD), en parallèle aux acteurs privés, peuvent jouer un rôle important dans ce mouvement. Toutefois, presque deux ans après le vote de la loi climat-résilience, Équilibre des Énergies regrette que l'application réglementaire de l'article 111 ne soit pas finalisée.

Équilibre des Énergies considère que la solution consistant à faire des colonnes horizontales une extension du réseau public est, sur le moyen terme et comme l'expérience des colonnes montante des immeubles l'a montré jusqu'à ce que la loi ELAN mette un terme à une situation ambiguë qui a duré des décennies, est une solution préparant mieux l'avenir et répondant à l'intérêt général. Elle permet aux consommateurs de souscrire un contrat d'électricité auprès d'un fournisseur de leur choix, et donc de payer l'électricité à son prix, au lieu de devenir dépendant d'un fournisseur de services à des tarifs forfaitisés imposés par ce prestataire.

Équilibre des Énergies déplore en conséquence que certaines orientations politiques, non prévues par le législateur, se soient insérées dans les différents textes réglementaires afférents et à présent dans le projet de la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Équilibre des Énergies s'interroge sur la place dévolue aux GRD dont le rôle, selon la page 2 de la note technique^[1] produite par la CRE, serait de « *compléter, sans les remplacer, les initiatives privées dans les segments avec une faible présence des opérateurs de recharge, en particulier les parkings extérieurs* ». Concrètement, cette orientation oriente les GRD vers les opérations les moins rentables dont les opérateurs privés se détourneraient.

De la même façon, l'introduction d'un seuil élevé de plancher de la quote-part due par les usagers – introduction non prévue par la loi – est justifiée par le souci de « *ne pas évincer l'offre privée là où elle est présente et éventuellement moins coûteuse pour la collectivité nationale, ce qui pourrait être le cas avec des niveaux trop bas de quote-part* ». Une telle disposition, contraire au principe d'égalité de traitement puisque la notion de seuil plancher n'est pas imposée aux opérateurs privés, tend à réserver aux opérateurs privés l'accès aux installations les plus faciles et les moins coûteuses et ne va pas dans le sens de l'intérêt des usagers.

On rappellera que l'amendement n°5366 (Rect), qui a introduit l'article 111, porté par le Gouvernement^[2], précisait que son objet était « de créer un mécanisme de financement similaire [à l'offre de préfinancement de la Banque des Territoires] dans le cas où le propriétaire ou la copropriété choisirait d'installer une infrastructure collective de recharge relevant du réseau public ». **Aucune mention n'est faite d'une répartition des parts de marché entre les opérateurs privés et les GRD, tant dans cet article que dans les débats à l'Assemblée nationale et au Sénat.**

De plus, Équilibre des Énergies s'interroge sur la compatibilité entre l'orientation des GRD vers les opérations complexes ainsi marquée et la volonté de limiter les « coûts échoués à la charge de la collectivité ». Présents dans tous les territoires, les GRD ont un rôle important à jouer dans l'équipement rapide des copropriétés. Mais, ayant une obligation de mise en œuvre des travaux, contrairement aux opérateurs privés, des doutes sérieux subsistent sur l'équité des dispositions prévues et sur leur impact sur l'équilibre financier des GRD si le segment de

marché qui leur est dévolu est celui des opérations les plus difficiles.

Équilibre des Énergies appelle la CRE à proposer un dispositif compétitif permettant de massifier le déploiement des bornes de recharge tout en respectant le principe d'égalité de traitement entre opérateurs publics et privés voulu par le législateur.

[1] https://www.cre.fr/content/download/26823/file/230207_CP_2023-02_Deploiement-Recharge-raccordement.pdf

[2] <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/3995/AN/5366.pdf>

Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

Équilibre des Énergies n'a pas d'observation sur ce point.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Équilibre des Énergies comprend l'idée de la CRE de réduire les coûts en proposant un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA. Toutefois, cette proposition nécessiterait des ajustements importants pour les GRD qui ne pourraient pas l'appliquer avant un certain délai. Équilibre des Énergies considère que les hypothétiques coûts évités ne peuvent justifier ce ralentissement au moment où les pouvoirs publics souhaitent massifier le déploiement des bornes de recharge pour soutenir la croissance du véhicule électrique.

Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

Équilibre des Énergies considère que le coefficient de foisonnement de 0,4 est pertinent et maîtrisé par les acteurs. Si la proposition d'un coefficient décroissant est intéressante, elle apparaît prématurée à mettre en place compte-tenu de la nouveauté que représente l'équipement des parkings en bornes de recharge et la nécessité d'agir rapidement avec des données maîtrisées par les GRD.

Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

Question 4 : Êtes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

Équilibre des Énergies s'est exprimée dans son propos introductif sur la question du seuil plancher introduit par le décret du 21 septembre 2022 et que la CRE propose de porter à un niveau qui serait contraire au principe d'égalité de traitement et dissuasif quant au recours à la formule instituée par l'article 101.

Elle estime que la méthode de calcul proposé consiste à faire financer par les usagers pour lesquels la desserte

en IRVE est la plus facile les dépenses les coûts afférents aux installations les plus coûteuses. Equilibre des Energies ne voit pas qu'une telle mutualisation soit prévue par la loi.

En conséquence, Equilibre des Energies n'approuve pas la méthode proposée et regrette l'instauration, pour des motifs contestables (cf. supra), de seuils plancher, non prévus par la loi et fixés à un niveau relativement haut.

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

Équilibre des Énergies ne revient pas sur les considérations de principe, qu'elle estime essentielles, qui sont développées en introduction et complétées par la réponse à la question 4.

Le décret du 21 septembre 2022 ayant, malgré l'absence de base législative, retenu la possibilité de fixer un seuil plancher à la quote-part due par les utilisateurs, Equilibre des Energies estime que les seuils proposés (413 ou 450 euros) sont dissuasifs. Ils détourneront de la solution GRD un très grand nombre d'utilisateurs qui auraient été intéressés par cette solution et auront un effet négatif sur l'image donnée par les GRD auprès des usagers. Equilibre des Energies propose de fixer le seuil plancher à 150 € afin de préserver la concurrence entre les différents acteurs.

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

Équilibre des Énergies estime qu'il n'y a aucune justification à majorer les prix affichés par Enedis, au motif que les ELD auraient des prix de revient supérieurs. Elle est donc opposée à la majoration des seuils envisagée pour les installations réalisées par Enedis.

Question 7 : Êtes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

Équilibre des Énergies n'a pas d'observation sur ce point.

Évolution future des seuils plancher et plafond

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

Équilibre des Énergies n'a pas d'observation sur ce point.

Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

Question 9 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

Équilibre des Énergies partage la préoccupation de la CRE sur la bonne tenue des délais afin de massifier le déploiement des bornes de recharge. Toutefois, de nombreux outils existent aujourd'hui à cet effet. Equilibre des Energies laisse la CRE apprécier s'il est pertinent d'en créer de nouveaux pour une activité qui est récente.

Remarques générales

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

On se reportera sur ce point aux commentaires généraux faits en introduction.

Liste des pièces jointes à la contribution :

20230223_CONSULTATION_GRD_IRVE_COPRO_CRE_vF.pdf